



**METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

**21DSP03 - CONCESSION POUR LE
REAMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION DES PORTS
DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON ET DE
SAINT-ELME**

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE
CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC DU 21 DECEMBRE 2021**

**EXAMEN
DES CANDIDATURES**

Liste des candidats admis à présenter une offre

A. OBJET DE LA CONSULTATION

21DSP03 - CONCESSION POUR LE REAMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON ET DE SAINT-ELME

Date de la commission : 21 décembre 2021












Lieu de la commission : Hôtel de la Métropole

B. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Les membres de la commission de concession et de délégation de service public ont été élus par délibération n°20/07/26 du conseil métropolitain du 21 juillet 2020.

Le 21/12/2021 à 08H45, la commission de concession et de délégation de service public, mentionnée à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, s'est réunie, dûment convoquée.

Membres à voix délibérative :

MEMBRES À VOIX DÉLIBÉRATIVE			
<i>Prénom - Nom</i>	<i>Qualité</i>	<i>Signature</i>	<i>Absent mais convoqué le</i>
Robert CAVANNA	Président de la Commission des concessions et des délégations de service public		
Véronique BERNARDINI	Membre titulaire		
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	Membre titulaire		
Luc DE SAINT-SERNIN	Membre titulaire		
Valérie MONDONE	Membre titulaire		
Albert TANGUY	Membre titulaire		
Valérie BATTESTI	Membre suppléant		
Guillaume CAPOBIANCO	Membre suppléant		
Erick MASCARO	Membre suppléant		
Audrey PASQUALI-CERNY	Membre suppléant		
Corinne JOUVE	Membre suppléant		

Ont été également convoqués, **avec voix consultative** :

MEMBRES A VOIX CONSULTATIVES			
Nom, prénoms	Qualité	Signature	Absent mais convoqué le
Madame Dominique PRATS	<i>M/Mme le représentant du ministre chargé de la concurrence</i>		<i>Abs</i>
Monsieur Régis DUBOIS	<i>M le Trésorier Principal</i>		<i>Abs</i>

Le quorum, apprécié à l'ouverture de la séance de la commission permanente de délégation de service public est atteint :

☒ Oui ☐ Non.

La commission peut, ne peut pas, (*rayez la mention inutile*) valablement délibérer.

- Secrétariat de la commission

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION		
Prénom - Nom	Qualité	Présence ou Date convocation
Chantal SAICHI	Directeur de la Commande Publique	<i>Abs</i>
Aurélien TESTONI	Sous-Directeur des Contrats de concessions	<i>[Signature]</i>

C. RAPPEL DE LA PROCEDURE

Contexte et objet de la concession

La consultation est engagée sur le fondement des articles les articles L.1411-1 et suivants, et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, et définie selon les articles L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La concession présente un objet mixte dans la mesure où des prestations de travaux et de services seront à la charge de l'exploitant.

L'objet de ce contrat est de confier à titre exclusif et principal et aux risques et périls du concessionnaire le réaménagement, le développement, l'entretien, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme.

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée souhaite confier à un opérateur spécialisé les travaux de réaménagement des ports de plaisance ainsi que l'exploitation de ces ports.

A titre non exhaustif, les principales missions incombant au concessionnaire sont les suivantes : le réaménagement, l'exploitation, l'entretien, la maintenance, le renouvellement des ouvrages, bâtiments, installations, matériels, réseaux et services compris dans le périmètre concédé, ainsi que la promotion et le développement des activités nautiques, commerciales et d'occupation domaniale.

Estimation de la valeur de la concession sur la durée de la concession:

Le montant global du contrat pour la durée totale d'exécution de la concession (soit 360 mois) est estimé à 290 000 000,00 € HT.

La méthode de calcul de la valeur estimée du contrat a été effectuée en tenant compte des recettes perçues sur les usagers et les amodiataires.

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée prévoit un droit d'entrée pour la future concession, estimé à 2,5 millions d'euros.

Durée :

La durée du contrat de concession de service public est de 360 mois (30 ans).

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée au 1er janvier 2023.

Publicité

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 28/10/21 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 30/10/2021 ;
- JOUE, paru le 02/11/2021 ;
- LE MARIN, paru en version Web au le 05/11/2021 et dans la revue en version papier le 11/11/2021 ;
- AWS, paru le 31/10/2021.

La date limite de réception des candidatures était fixée au 6/12/21 à 16H00.

D. OUVERTURE DES CANDIDATURES – 7/12/21

La commission de concession et de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture des plis de candidature le 7 décembre 2021

Il a été constaté que 3 plis ont été reçus dans les délais.

Plis rejetés sans avoir été ouverts : 0

N° d'ordre au registre des dépôts	Nom du candidat
1	CCI du Var

2	EDEIS CONCESSIONS
3	EIFPAGE SA

E. CONTENU DES CANDIDATURES

Le président invite la Commission de délégation de service public à procéder à l'examen des dossiers candidatures.

Le dossier à remettre par le candidat comprend les pièces suivantes **au niveau de la candidature** :

Pièces à fournir à l'appui de la candidature :

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

- Lettre de candidature, datée et signée par une personne ayant pouvoir pour engager le candidat. Cette lettre précise l'identité complète du candidat, indique s'il se présente seul ou en groupement d'entreprises, et, dans ce second cas, indique le nom des membres du groupement et l'identité du mandataire. La lettre de candidature est signée par l'ensemble des membres du groupement ou est accompagnée de l'autorisation donnée au mandataire par chaque cotraitant de signer l'offre de candidature au nom du groupement. Cette lettre de candidature est accompagnée de la preuve que la (les) personne(s) qui en est (sont) la signataire(s) dispose(nt) de pouvoirs à cet effet. La lettre de candidature indique une adresse unique de courriel du candidat ;
- Extrait K bis de moins de trois mois ;
- Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Une déclaration sur l'honneur pour attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de plein droit mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du code de la commande publique ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que les renseignements et documents exigés au titre de la candidature (en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code), sont exacts.
- Les certificats établis justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;

En cas de candidature émanant d'une société appartenant à un groupe d'entreprises soumis au régime de l'intégration fiscale et/ou de consolidation du paiement de la TVA, le candidat fournira également les attestations visées ci-avant pour sa société mère.

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen électronique (eDUME). Ce document devra être rédigé en français.

Le candidat peut présenter une offre soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement conjoint d'entreprises. Il ne peut donc pas cumuler les deux qualités. S'il est attributaire, le groupement devra prendre la forme d'une entité juridique dotée de la personnalité morale. Dans tous les cas, le candidat retenu devra constituer une société dédiée ayant pour objet la gestion déléguée du service public.

En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces de candidatures devra être fourni pour chaque entreprise du groupement à l'exception de la lettre de candidature.

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :
Le candidat présentera les éléments suivants :

- Evolution de son chiffre d'affaires annuel global sur les trois derniers exercices en précisant la part correspondant au domaine d'activité objet de la concession (travaux et service).
- Comptes annuels détaillés (bilan, compte de résultat et annexes) des trois derniers exercices connus et, s'il y a lieu, les rapports des commissaires aux comptes des trois derniers exercices connus, concernant l'activité du candidat et le domaine d'activité objet de la concession (travaux et services).
- Composition de son capital social dans le cas d'un candidat unique ou pour chacun des membres du groupement.

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :
Il est attendu un mémoire descriptif de présentation du candidat. Il y détaillera en particulier :

- Les moyens matériels et humains dont il dispose en précisant l'effectif et le niveau des capacités professionnelles qu'il peut mobiliser le cas échéant
- Ses références détenues dans le domaine faisant l'objet de la concession (seront particulièrement valorisées les références du candidat en matière d'investissement, d'exploitation et de gestion de services d'équipements et ouvrages portuaires).
- Des expériences en matière d'aménagement urbain et dans les énergies renouvelables,
- Les conditions dans lesquelles il entend mener à bien la concession pour respecter en particulier la continuité du service public et assurer l'égalité de traitement des usagers.

Complétude des dossiers de candidature :

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que le candidat **CCI du Var** (pli n°1) a remis un dossier de candidature complet.

Par ailleurs, il a été constaté que les candidats **EDEIS CONCESSIONS** (pli n°2) et **EIFPAGE SA** (pli n°3) ont remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé aux candidats concernés, par courrier adressé le 13 décembre 2021 sur la plateforme AWS de compléter leur dossier de candidature avant le 17 décembre 2021 à 16H00.

L'ensemble des candidats ont été informés de la mise en œuvre de cette application en date du 13 décembre 2021.

Les demandes adressées aux candidats portent sur les points suivants :

Concernant la candidature du groupement représenté par EDEIS CONCESSIONS (pli n°2) :

- Au titre de vos capacités techniques et professionnelles, il est attendu un descriptif de vos compétences et références en matière d'énergies renouvelables. Votre dossier de candidature, en l'état, ne mentionne aucune capacité sur ce point.
- Concernant EDEIS Concessions : fournir **pour la société mère**, les certificats, **à jour**, justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés

par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

- Concernant la société TIIC :
 - o Fournir **en français** l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de TIIC Management en cours de validité.
 - o Fournir **pour la société mère**, les certificats, **à jour**, justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Confirmer que les autres sociétés présentées dans le dossier interviennent en qualité de sous-traitant ;
- Concernant les sous-traitants qui ne sont pas affiliés à un membre du groupement à savoir les sociétés ROUGERIE TRANGRAM et EDEIS SAS, fournir :
 - o Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de plein droit mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du code de la commande publique ;
 - o Une déclaration sur l'honneur pour justifier que les renseignements et documents exigés au titre de la candidature (en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code), sont exacts.

Concernant la candidature du groupement représenté par EIFFAGE SA (pli n°3) :

- Concernant le Groupe Eiffage : fournir, **sur le volet social**, les certificats, **à jour**, justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Concernant la société SODEPORTS : fournir, **sur le volet fiscal**, les certificats justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.
- Confirmer que les autres sociétés présentées dans le dossier interviennent en qualité de sous-traitant ;
- Concernant les sous-traitants qui ne sont pas affiliés à un membre du groupement à savoir les sociétés GALATEA et APS ARCHITECTURE, fournir :
 - o Sur **le volet social**, les certificats justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 2123-2 du code de la commande publique, le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique. En cas de candidature émanant d'une société appartenant à un groupe d'entreprises soumis au régime de l'intégration fiscale et/ou de consolidation du paiement de la TVA, le candidat fournira également les attestations visées ci-avant pour sa société mère.
 - o L'autorisation donnée au mandataire de signer l'offre de candidature au nom du groupement.

Les candidats ont remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :

Concernant la candidature du groupement représenté par EDEIS CONCESSIONS (pli n°2) :

- Lettre de réponse
- Références énergies renouvelables
- Attestation régularité fiscale CIPIM
- Attestation URSSAF CIPIM
- Attestation responsabilité civile TIIC Management
- Attestation sur l'honneur TIIC2

- Accusé réception – Administration des contributions directes du Luxembourg– TIIC Management
- Accusé réception – Sécurité sociale du Luxembourg – TIIC Management
- Attestation sur l'honneur EDEIS SAS
- Attestation sur l'honneur Rougerie Tangram

Le candidat a fourni les pièces demandées, sa candidature est donc jugée complète.

Concernant la candidature du groupement représenté par **EIFFAGE SA** (pli n°3) :

- Lettre de réponse
- Attestation fiscale et sociale EIFFAGE
- Attestation fiscale et sociale GALATEA
- Lettre d'engagement GALATEA
- Lettre d'engagement APS
- Attestation fiscale et sociale APS
- Habilitation du groupement par SODEPORTS
- Attestation fiscale et sociale SODEPORTS

Le candidat a fourni les pièces demandées, sa candidature est donc jugée complète.

F. EXAMEN DES CANDIDATURES

En application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'article L.3123-18 du Code de la Commande Publique, les candidatures, rédigées en langue française, sont examinées sur la base :

- Des garanties professionnelles et financières des candidats ;
- De ses justifications du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ;
- De son aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Seuls les trois premiers candidats seront habilités à retirer le dossier de consultation et seront autorisés à déposer une offre.

G. DECISION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Après l'examen des plis de candidature et du rapport d'analyse des candidatures joint, la commission apprécie les candidatures suivantes.

N° pli	Nom des Candidats	Elément du dossier de candidature	Appréciation
1	CCI du Var	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
2	EDEIS CONCESSIONS	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant

N° pli	Nom des Candidats	Élément du dossier de candidature	Appréciation
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant
3	EIFFAGE SA	Garanties professionnelles et financières des candidats	Suffisant
		Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu par les articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail	Suffisant
		Aptitude de ces derniers à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	Suffisant

- 1) Se prononce sur la recevabilité des candidatures des opérateurs économiques et établit la liste des candidats admis à proposer une offre.

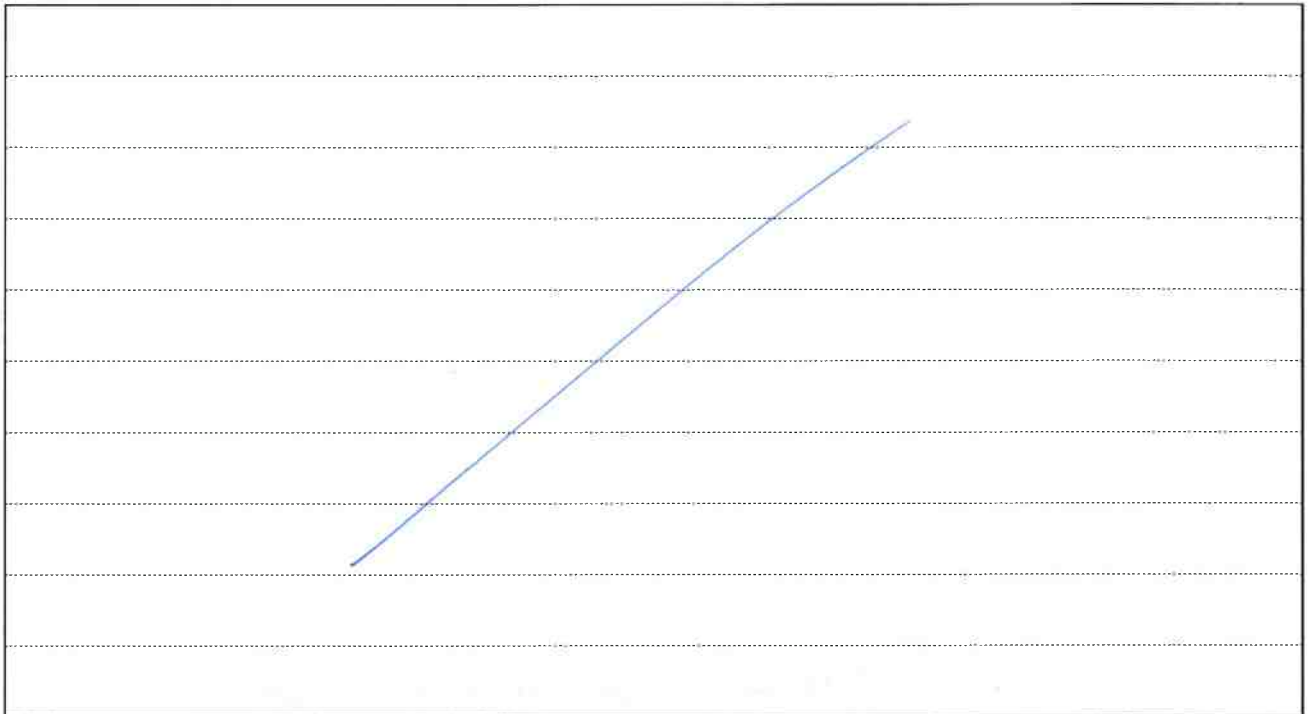
N° pli	Nom des Candidats	Admis / non admis à présenter une offre
1	CCI du Var	Admis à présenter une offre
2	EDEIS CONCESSIONS	Admis à présenter une offre
3	EIFFAGE SA	Admis à présenter une offre

Résultats des votes concernant les décisions susmentionnées :
(indiquer le nombre de votes de la part des membres ayant voix délibérative)

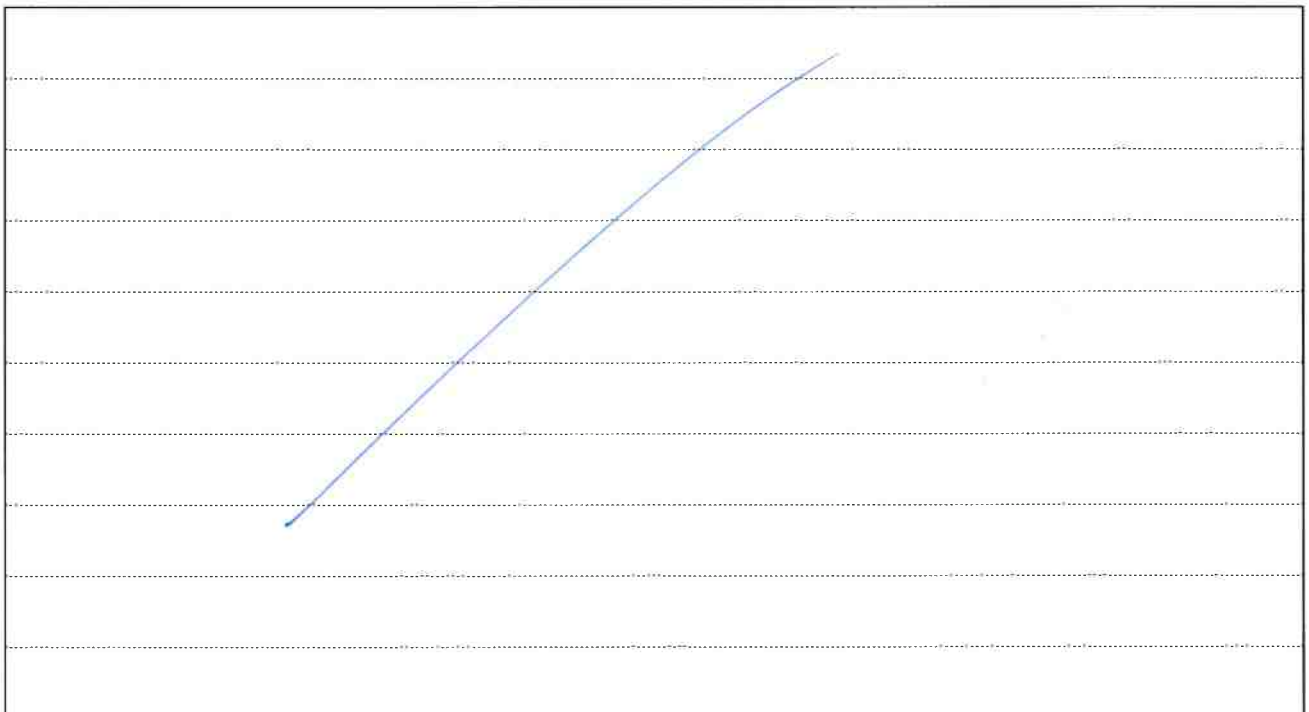
- Pour : 6
- Contre : 0
- Abstentions : 0

H. Désignation des membres de la commission ayant demandé inscription de leur avis au procès-verbal de la séance de la commission



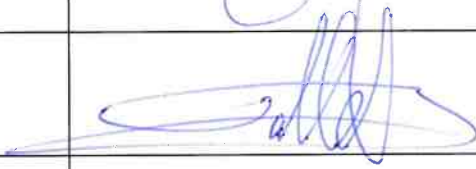
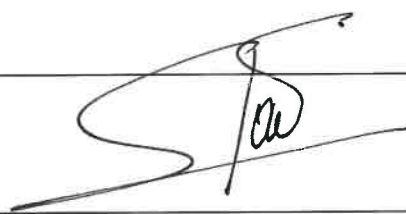


Les avis peuvent être libellés ci-dessous ou constituer des annexes sur papier libre jointes au présent procès-verbal.



I. Rubrique libre



Signature des membres de la Commission de DSP à voix délibérative

MEMBRES	SIGNATURE
Robert CAVANNA	
Véronique BERNARDINI	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	
Luc DE SAINT-SERNIN	
Valérie MONDONE	
Albert TANGUY	
Valérie BATTESTI	
Guillaume CAPOBIANCO	
Erick MASCARO	
Audrey PASQUALI-CERNY	
Corinne JOUVE	

Signature des membres de la Commission de DSP à voix consultative

MEMBRES	SIGNATURE
Dominique PRATS	Abs.
Régis DUBOIS	Abs .